

Article

« Pauvreté et progrès technique en Amérique latine : une vue à long terme »

Leonard Dudley et Norberto E. Garcia

L'Actualité économique, vol. 53, n° 2, 1977, p. 318-339.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/800727ar>

DOI: 10.7202/800727ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

PAUVRETÉ ET PROGRÈS TECHNIQUE EN AMÉRIQUE LATINE : UNE VUE À LONG TERME *

I. INTRODUCTION

Des changements notables se sont produits dans l'orientation des objectifs de la politique de développement depuis la publication du Rapport Pearson (1969). Alors que la croissance économique *per se* fut jadis un thème dominant, la situation des groupes moins favorisés à l'intérieur même des pays semble aujourd'hui devoir retenir surtout l'attention¹. Toutefois, il n'existe pas à l'heure actuelle de consensus clair sur les causes de la pauvreté de même que sur les politiques qui permettraient de faire face au problème d'une façon adéquate. En particulier, la relation cruciale entre la pauvreté et la structure des progrès technologiques n'a pas encore reçu toute l'attention à laquelle elle a droit. Un certain nombre d'autres études ont examiné l'impact des progrès technologiques sur la distribution des revenus. Mais, à l'exception des travaux de Victor Tokman (1975a, 1975b), peu d'entre elles ont cherché à quantifier les effets des politiques proposées².

* Les auteurs tiennent à remercier la direction du PREALC (Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes) pour leur avoir permis d'utiliser certains documents de l'organisme dans cette étude. Ils remercient également les personnes suivantes pour leurs critiques et leurs précieux commentaires : Andres Bianchi, Ricardo Ffrench-Davis, Alejandro Foxley, Eduardo García, Joseph Ramos, Victor Tokman, de même que les participants à une série de séminaires tenus sous les auspices du PREALC. Ils adressent aussi des remerciements particuliers à Mario La Fuente et Adolfo Ovalle pour l'assistance fournie dans l'adaptation du modèle aux fins de la présente étude.

1. Le rapport du BIT (1972) sur le Kenya attire l'attention sur les besoins des groupes à faible revenu, en particulier du secteur agricole traditionnel et du secteur urbain non organisé. Toutefois, dans ce rapport les propositions concrètes pour ré-orienter les progrès technologiques figurent en nombre limité en raison sans doute du coût relativement élevé que représente le développement de techniques alternatives pour un petit pays tel le Kenya. Chenery et al (1974) attirent aussi l'attention sur la part des revenus des groupes les plus pauvres de la population. Toutefois, les politiques technologiques proposées se limitent à l'aide à la recherche pour le développement de techniques à plus forte intensité de travail.

2. Divers auteurs sur l'Amérique latine ont identifié le changement technologique hétérogène comme l'un des déterminants de la distribution des revenus ; par exemple,

Cet article s'appuie en grande partie sur une vaste étude entreprise par le Programme régional d'emploi pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PREALC) du Bureau international du Travail (BIT) sur le problème de l'emploi en Amérique latine (PREALC, 1976). Il s'inspire aussi largement des études de Victor Tokman (1975a, 1975b) ayant porté sur les secteurs industrialisés de l'Équateur, du Pérou et du Venezuela. Alors que les études de Tokman se limitent au secteur industriel de pays individuels, la présente étude utilise un modèle de simulation permettant de tenir compte de l'économie de l'Amérique latine dans son ensemble.

Le modèle lui-même a été mis au point par la Commission économique des Nations-Unies pour l'Amérique latine (CEPAL) pour examiner les caractéristiques de schémas alternatifs de développement pour la région. Voir CEPAL (1974). La présente étude applique également le modèle à l'utilisation de la main-d'œuvre. A cette fin, un certain nombre de paramètres ont été modifiés dans le but de l'adapter à ces objectifs relativement nouveaux.

La méthode retenue ici est constituée d'une analyse des effets des progrès technologiques sur la distribution des revenus à travers leur impact sur l'emploi. Diverses raisons autres que la structure de l'emploi peuvent, bien sûr, expliquer le phénomène de la pauvreté. En fait, tel que le fait remarquer Stewart (1975), la structure de l'emploi peut elle-même en partie résulter des forces socio-économiques qui la soutiennent. Toutefois, c'est principalement à travers ses effets sur la structure de l'emploi que la *technologie* influence la distribution des revenus, d'où l'importance d'étudier les changements dans l'utilisation de la main-d'œuvre pour bien évaluer l'impact de la technologie sur la pauvreté.

L'envergure du modèle de la CEPAL permet l'examen d'un grand nombre de questions que les études antérieures, en raison de leurs objectifs restreints, ont dû laisser pour compte (en particulier, les études de Tokman). Le modèle permet entre autres : (i) d'examiner l'impact des politiques de lutte contre la pauvreté sur le taux de croissance de l'économie, sur l'épargne, et sur la balance des paiements ; (ii) de prendre en considération le secteur agricole traditionnel et les services urbains à faible productivité qui représentent ensemble la plus grande partie de l'emploi et du sous-emploi de la région ; (iii) d'effectuer des estimations des changements dans l'emploi et le sous-emploi de manière à fournir un tableau d'ensemble de l'utilisation de la main-d'œuvre ; (iv) d'étudier les implications pour la situation des groupes les plus défavorisés, de schémas alternatifs de progrès techniques.

Pinto (1965, 1970), Tavares et Serra (1971). Chenery et Raduchel ont étudié les possibilités de substitution des facteurs à l'aide d'un modèle de simulation à 4 secteurs. Weisskopf (1973), dans une étude sur Porto Rico, a simulé les effets d'un « gel technologique » d'une durée de 10 ans.

La partie II projette l'évolution probable de l'économie de la région sur la période 1970-2000 sous l'hypothèse que les tendances qui se sont affirmées depuis la dernière guerre se maintiendront dans l'avenir. La partie III présente les implications de trois ensembles de politiques qui ont été proposées dans les études citées plus haut : (i) des politiques pour accroître le taux de croissance ; (ii) des politiques pour modifier la nature des progrès technologiques et la composition des investissements ; (iii) et, des politiques pour redistribuer les revenus et les actifs.

II. LES PROJECTIONS DE BASE

1. *Technologie, déplacements sectoriels de la demande et distribution des revenus*

Au cours des prochaines décennies, deux facteurs tendront à modifier la distribution régionale des revenus si les tendances actuelles se maintiennent : le schéma hétérogène des changements techniques et les modifications dans la structure de la demande. Pour appréhender leurs effets nous considérerons ici un modèle simple de l'économie de la région, composé de trois groupes de revenus correspondant à trois secteurs de production : (1) agriculture, (2) activités urbaines à faible productivité, (3) activités urbaines à forte productivité. Définissons les variables utilisées :

y : niveau initial du revenu per capita

y_i : revenu per capita du groupe i , $i = 1, 2, 3$

P : population totale

P_i : population du groupe de revenu i , $i = 1, 2, 3$

Le revenu total sera donné par l'expression :

$$yP = y_1 P_1 + y_2 P_2 + y_3 (P - P_1 - P_2)$$

Posons :

$$p_i = P_i/P \quad i = 1, 2, 3$$

Alors,

$$y = y_1 p_1 + y_2 p_2 + y_3 (1 - p_1 - p_2)$$

Considérons maintenant la différentielle totale :

$$dy = (y_1 - y_3) dp_1 + (y_2 - y_3) dp_2 + p_1 dy_1 + p_2 dy_2 + p_3 dy_3$$

Après avoir divisé par y et regroupé les termes, nous obtenons après quelques substitutions :

$$\frac{dy}{y} = \theta_1 \frac{dy_1}{y_1} - \frac{(y_2 - y_1)}{y} dp_1 + \theta_2 \frac{dy_2}{y_2} + \frac{(y_3 - y_2)}{y} dp_3 + \theta_3 \frac{dy_3}{y_3} \quad (1)$$

où :

$$\theta_i = y_i p_i / y \quad i = 1, 2, 3 \text{ est la part des revenus du groupe } i$$

L'équation (1) décompose l'accroissement moyen du revenu per capita en cinq composantes correspondant aux cinq groupes de la population du départ. Les premiers, troisième et cinquième termes du côté droit de l'équation représentent les parts de l'accroissement du revenu per capita échéant aux individus de chacun des groupes qui ne changent pas de secteur durant la période d'analyse. Si nous faisons l'hypothèse que tous ceux qui quittent le groupe 1 passent au groupe 2 alors que ceux qui quittent le groupe 2 passent au groupe 3, les deux termes restants représentent la part de l'accroissement échéant aux deux groupes de migrants intersectoriels.

Considérons maintenant la situation des sédentaires dans les deux classes de revenus inférieures. L'équation (1) peut être réécrite de cette façon :

$$(\theta_1 + \theta_2 + \theta_3) \frac{dy}{y} - \theta_1 \frac{dy_1}{y_1} - \theta_2 \frac{dy_2}{y_2} = \frac{-(y_2 - y_1)}{y} p_1 + \frac{(y_3 - y_2)}{y} dp_3$$

Si nous regroupons les termes, divisons par $(\theta_1 + \theta_2)$ et remplaçons dy/y par sa valeur dans (1) :

$$\begin{aligned} \frac{dy}{y} - \alpha \left(\theta_1 \frac{dy_1}{y_1} + \theta_2 \frac{dy_2}{y_2} \right) &= \theta_3 \left(\frac{dy_3}{y_3} - \alpha \theta_1 \frac{dy_1}{y_1} - \alpha \theta_2 \frac{dy_2}{y_2} \right) \quad (2) \\ &+ \left[\frac{(y_3 - y_2)}{y} dp_3 - \frac{(y_2 - y_1)}{y} dp_1 \right] \end{aligned}$$

où :

$$\alpha = 1/(\theta_1 + \theta_2).$$

Le côté gauche de l'équation (2) représente la différence entre le taux de croissance du revenu per capita pour l'économie dans son ensemble et celui du revenu per capita des deux groupes de sédentaires ayant les revenus les plus bas. Le côté droit décompose la différence en deux effets, (i) le premier étant dû à la croissance plus rapide des revenus dans le secteur de l'économie à forte productivité ; (ii) le second étant dû à des changements dans la structure de l'emploi dans les divers secteurs.

La nature hétérogène des changements technologiques peut expliquer en partie le premier de ces effets car en effet, la productivité moyenne du travail dans le secteur moderne à forte productivité s'accroît plus rapidement que celle des secteurs à productivité plus faible. Etant donné que le marché du travail est fragmenté en divers secteurs, les salaires, dans chacun d'eux tendront à être liés à la productivité moyenne du secteur. Il en résultera un accroissement de l'écart entre les secteurs moderne et traditionnel de l'économie.

Le deuxième effet peut être attribué à des déplacements de la demande alors que les revenus s'accroissent. Ces déplacements occasionnent des changements dans la distribution de la production et de l'emploi en faveur des secteurs les plus modernes de l'économie. Dans ce cas, même si les taux de croissance de la productivité sont les mêmes dans les secteurs traditionnel et moderne (c'est-à-dire, le premier terme du côté droit de l'équation (2) devient nul), la part du revenu total échéant aux groupes les moins favorisés diminuera. Ce phénomène a déjà été associé à celui de l'urbanisation. Cline (1975, p. 369) l'a décrit comme une « fausse » détérioration de l'égalité. Tel que nous le verrons plus loin cet effet se présente plutôt comme un transfert de l'emploi des activités à faible productivité vers les activités à forte productivité. Dans une large mesure il s'agit d'un phénomène se manifestant à l'intérieur de la région urbaine. Que l'effet soit réel ou non, c'est une question de jugement. Tel que nous le verrons, il est probable que cet effet se manifesterait avec acuité dans les prochaines décennies sur tout le continent latino-américain. De plus, tel que nous le verrons dans la partie III, l'ampleur de cet effet sera un indicateur important qui permettra d'évaluer la stratégie de développement suivie.

Un processus commun sous-tend les deux facteurs mentionnés plus haut : la reproduction, dans le secteur moderne de la région, des comportements de production et de consommation des économies industrialisées de l'Ouest. Ce phénomène implique à la fois un déplacement progressif dans la composition de la production et dans la structure technologique de l'économie, ayant des conséquences importantes sur la structure de l'emploi et des revenus. La question importante maintenant est de savoir comment ces déplacements affecteront la distribution des revenus en Amérique latine au cours des prochaines décennies.

2. *Les projections de base : hypothèses*

Les projections de base reposent sur l'hypothèse que les tendances passées se maintiendront dans les trois prochaines décennies. Le modèle contient 727 équations. Il incorpore six secteurs productifs : agriculture, biens de consommation, biens intermédiaires et capital, services, éducation et gouvernement. Les quatre premiers secteurs ont été subdivisés en sous-secteurs à forte ou faible productivité, de sorte qu'on dénombre au total dix sous-secteurs, le secteur urbain non organisé ayant été incorporé dans le secteur urbain à faible productivité du modèle. La main-d'œuvre a été décomposée en deux groupes de travailleurs, spécialisés et non spécialisés, selon les sous-secteurs.

Le modèle distingue trois groupes de revenus : (1) le groupe à faible revenu, représentant environ la moitié de ceux qui recevaient des revenus en 1970 dont la plupart sont occupés dans le secteur agricole mais dont

le quart sont également des travailleurs à leur propre compte engagés dans le secteur urbain traditionnel des services³ ; (ii) le groupe de revenu médian, représentant environ 40 p.c. de la main-d'œuvre dans l'année de base, et composé de travailleurs urbains non spécialisés ou semi-spécialisés, (iii) le groupe de revenu supérieur, représentant légèrement plus de 10 p.c. de tous ceux qui recevaient des revenus en 1970. Les différences de revenu au départ entre ces divers groupes sont très importantes. Ainsi, le groupe médian reçoit trois fois plus de revenu que le groupe inférieur, et le groupe supérieur, 22 fois plus que le groupe le plus bas.

Comment fonctionne le modèle ? Les paramètres de la demande et de l'offre sont spécifiés pour chaque année de la période de projection. Etant donné les conditions initiales, le modèle peut présenter des solutions annuelles pour chaque variable endogène. Du côté de la demande, le modèle de la CEPAL est caractérisé par l'obligation de spécifier de façon exogène les niveaux de consommation par produit selon le groupe de revenu. Cependant, nous avons choisi de rendre la consommation endogène en spécifiant des élasticités par produit et par groupe de revenu et en ajustant les vecteurs de consommation par des itérations successives jusqu'à ce que le revenu de chaque groupe se stabilise.

Les taux de croissance des exportations par produit, les dépenses des gouvernements en biens et services et les dépenses de capital d'infrastructure, sont spécifiées de façon exogène. Les taux de croissance des exportations ont été établis de manière à permettre aux exportations totales de biens et services de croître à un rythme annuel moyen de 6.8 p.c. Puisque ce taux est quelque peu supérieur au taux de croissance du PIB il est clair qu'une ouverture graduelle de l'économie de l'Amérique latine au commerce extérieur a été envisagée. Les termes de l'échange sont censés ne pas varier sur la période considérée.

Les inputs intermédiaires et les investissements productifs sont déterminés de façon endogène : dans le premier cas, au moyen du tableau intersectoriel de l'économie et dans le second, à travers un processus itératif. Les hypothèses relatives aux besoins de capitaux sont assez optimistes : il existe un rapport capital-production constant pour chaque sous-secteur. Un dernier élément important du côté de la demande finale est la distribution intrasectorielle de la demande selon la technologie. Nous avons retenu l'hypothèse que durant la période il se produira un déplacement graduel de la demande des sous-secteurs à faible productivité vers les sous-secteurs plus avancés à l'intérieur même de chaque secteur. Ainsi,

3. Notons que les catégories de revenus du modèle de simulation diffèrent légèrement de celles qui ont été définies plus tôt dans la présentation théorique. Ce que nous appelons « urbanisation » dans le texte inclut également ceux qui passent d'une situation d'emploi à leur propre compte dans le secteur des services traditionnels à d'autres types d'emplois urbains.

la partie de la production en provenance des secteurs les plus avancés passera de 55 p.c. en 1970 à 70 p.c. en 2000.

Du côté de l'offre, un certain nombre d'éléments très importants doivent également être spécifiés. Parmi ceux-ci il faut mentionner les taux de productivité dans chaque sous-secteur. Etant donné le schéma hétérogène des changements technologiques observé en Amérique latine, des taux de croissance plus élevés de la valeur ajoutée par travailleur ont été envisagés pour les sous-secteurs à forte productivité.

Il est également nécessaire de spécifier les coefficients d'importation pour chaque catégorie de la demande intermédiaire et finale. Les projections de base ont retenu pour hypothèse que la valeur initiale de ces coefficients n'était pas modifiée sur la période.

Un ensemble de coefficients additionnels est nécessaire pour distribuer la valeur ajoutée par facteur de production à l'intérieur de chaque sous-secteur. Etant donné les niveaux d'emploi résultant des taux de croissance de la productivité stipulés ci-haut, cet ensemble de coefficients déterminera la distribution du revenu dans le modèle. Dans la partie démographique du modèle, des taux de croissance, distincts pour chaque classe de revenu, ont été spécifiés pour la croissance de la population. La distribution de la population par classe de revenu déterminera donc le taux de croissance démographique global. Ce taux sera en moyenne de 2.9 p.c. pour la première décennie. Etant donné le taux plus faible assigné aux deux groupes urbains et les effets de l'urbanisation sur la structure de la demande, ce taux décroît légèrement sur la période pour atteindre 2.7 p.c. dans la dernière décennie.

TABLEAU 1

TAUX DE CROISSANCE SUPPOSÉS DE LA PRODUCTION MOYENNE PAR TRAVAILLEUR, AMÉRIQUE LATINE, 1970-2000

Secteur	Sous-secteur (selon le niveau de productivité)	Projections de base (1)	Hypothèse A (2)	Hypothèse B (3)
Agriculture	forte	4.6	5.3	4.1
	faible	2.5	5.5	5.1
Industrie ^a	forte	3.9	3.3	3.3
	faible	3.2	3.5	3.5
Services	forte	3.4	4.3	2.7
	faible	1.3	6.3	4.2

^a. Incluant la construction.

3. *Les projections de base : résultats*a) *Taux de croissance, épargne et balance des paiements*

Le taux de croissance annuel du PIB s'établit à 6.5 p.c., un taux qui semble élevé par comparaison avec les performances du passé⁴. En conséquence, les niveaux d'emploi et de revenu associés à ce taux de croissance sont relativement optimistes. Ces niveaux sont rendus possibles par une progression générale des investissements du niveau de 18 p.c. du PIB en 1970 à 22 p.c. en 2000. L'épargne intérieure pour sa part s'accroît de 17.5 p.c. du PIB à 19.2 p.c.

Malgré un taux de croissance des exportations relativement élevé, 6.8 p.c. par année en termes réels, les comptes courants restent déficitaires sur toute la période. De plus, la dette étrangère s'accroît d'une façon soutenue car la région doit effectuer des emprunts à l'étranger pour financer ces déficits. Néanmoins, le fardeau de la dette, défini en termes des intérêts et des paiements d'amortissement en pourcentage des exportations, est inférieur à 10 p.c. pour la dernière année. De cette façon les

TABLEAU 2

PROJECTIONS DES ACCROISSEMENTS DE LA CAPACITÉ PRODUCTIVE
AMÉRIQUE LATINE, 1970-2000, SELON LES SECTEURS

Secteur	Sous-secteur selon le niveau de productivité	Accroissement net de la capacité productive (% du total) :		
		Projections de base	Hypothèse A	Hypothèse B
Agriculture	Total	9	9	10
	Forte	5	5	5
	Faible	4	4	5
Industrie ^a	Total	75	77	75
	Forte	47	37	41
	Faible	28	40	34
Services	Total	16	14	15
	Forte	10	9	9
	Faible	6	5	6
TOTAL ^b		100	100	100

a. Incluant la construction.

b. Excluant le gouvernement et l'éducation.

4. Sur la période 1960-72, le PIB de la région s'est accru à un taux annuel moyen de 5.7% (voir ECLA, 1974, p. 4).

pressions s'exerçant sur la balance des paiements restent quand même dans les limites de la capacité de financement de la région.

b) *Augmentation de capacité et création d'emplois*

Cette croissance rapide s'accompagne de changements substantiels dans la composition de la production et des investissements. Le tableau 2 donne une idée de la nature de ces changements. Il montre la distribution de l'accroissement de la capacité productive selon le secteur et la technologie. Environ 75 p.c. de cette augmentation prend sa source dans le secteur industriel et presque la moitié de l'accroissement total tire son origine de la composante à forte productivité de ce secteur.

Une autre question d'importance dans l'analyse des projections de base est la localisation des nouveaux emplois car en effet, la structure de l'emploi jouera un rôle prédominant dans la distribution des revenus. Tel que le montre le tableau 3, l'emploi dans le secteur à forte productivité de l'industrie, l'agriculture, les services et le gouvernement, augmen-

TABLEAU 3
PROJECTION DE LA CRÉATION D'EMPLOIS,
AMÉRIQUE LATINE, 1970-2000, SELON LES SECTEURS

Secteur	Sous-secteur selon le niveau de productivité	Création nette d'emplois (en % du total) :		
		Projections de base	Hypothèse A	Hypothèse B
Agriculture	Total	14	5	14
	Forte	8	11	9
	Faible	6	-6	5
Industrie ^a	Total	24	59	36
	Forte	13	20	18
	Faible	11	39	18
Services	Total	50	18	34
	Forte	10	12	19
	Faible	40	5	15
Gouvernement ^b		12	18	16
Tous les secteurs		100	100	100

a. Incluant la construction.

b. Incluant l'éducation.

tera probablement plus vite que dans le reste de l'économie. Toutefois, ces secteurs ne représenteront pas plus de 43 p.c. de la création nette d'emplois pour les trois prochaines années. L'agriculture, la petite industrie et l'entreprise artisanale devront ensemble absorber des travailleurs additionnels. Mais il est plutôt alarmant de constater que 40 p.c. des nouveaux emplois seront probablement créés dans le secteur des services urbains à faible productivité. L'emploi dans ce secteur devrait croître à un taux annuel de 5 p.c.

c) *Utilisation de la main-d'œuvre*

Cette incapacité à créer suffisamment d'emplois dans le secteur moderne se reflète aussi dans la projection des changements d'utilisation de la main-d'œuvre (voir tableau 4). Dans les projections de base, le chômage ouvert passe de 5.3 p.c. de la main-d'œuvre en 1970 à 9.9 p.c. en 2000. Le problème principal, toutefois, concerne le sous-emploi. Si on le mesure en termes d'équivalent-chômage⁵, le sous-emploi s'accroît passant de 33.5 p.c. en 1970 à 35.0 p.c. en 2000. En conséquence, le taux de sous-utilisation total passe de 38.8 p.c. en 1970 à 44.9 p.c. pour la dernière année de projections.

TABLEAU 4

UTILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE EN 1970 ET PROJECTIONS POUR 2000,
AMÉRIQUE LATINE

	Situation de l'emploi (% de la main-d'œuvre)			
	1970	Année 2000		
	Situation initiale	Projections de base	Hypothèse (A)	Hypothèse (B)
Taux de chômage	5.3	9.9	3.5	5.0
Taux d'équivalent- chômage ^a	33.5	35.0	11.4	25.0
Taux de sous-utilisation totale	38.8	44.9	14.9	30.0

a. Critère de la productivité moyenne.

5. L'équivalent-chômage a été calculé en pondérant l'emploi dans chaque sous-secteur où la productivité était inférieure à la moyenne par la différence entre la productivité moyenne et la productivité sectorielle.

TABLEAU 5
PARTAGE DE LA CROISSANCE DU REVENU PER CAPITA 1970-2000
SELON LE GROUPE DE REVENU, AMÉRIQUE LATINE

Groupe de revenu	Part de la population en 2000 ^a			Part du taux de croissance annuel du revenu per capita 1970-2000		
	Projection de base	Hypothèse (A)	Hypothèse (B)	Projection de base	Hypothèse (A)	Hypothèse (B)
1. Groupe à faible revenu qui ne change pas de groupe	34	29	34	6	8	9
2. Groupe à faible revenu qui passe au groupe médian (migrants du secteur rural au secteur urbain)	16	21	16	9	17	13
3. Groupe à revenu médian qui ne change pas de groupe	35	31	33	6	9	9
4. Groupe à revenu médian qui passe au groupe supérieur (passage à un emploi supérieur dans le secteur urbain)	5	9	7	37	32	32
5. Groupe de revenu supérieur	10	10	10	42	34	37
	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>	<u>100</u>

^a. Ces proportions sont calculées en comparant la distribution simulée de la population pour l'année 2000 avec une structure de population hypothétique pour la dernière année résultant de l'absence de mobilité entre secteurs.

Il faut également ici faire état de changements importants dans la localisation du sous-emploi. Le taux de sous-emploi en 1970 peut être décomposé en deux parties : 25 p.c. dans le secteur rural, principalement l'agriculture de subsistance et 8.5 p.c. dans les activités urbaines à faible productivité, surtout les services. Pour l'année 2000 la distribution correspondante est de 14 p.c. pour l'agriculture et de 21 p.c. pour les activités urbaines à faible productivité.

d) *Distribution des revenus*

Sur toute la période de 30 années, le revenu per capita moyen s'accroît de 3.6 p.c. alors que le coefficient de Gini demeure virtuellement inchangé s'établissant à 0.57. Toutefois, l'accroissement des revenus ne se répartit pas de façon égalitaire entre les divers groupes de la société. Faisant abstraction de sa croissance, on peut décomposer la population de 1970 en cinq groupes selon l'analyse de l'équation (1) ci-dessus : les membres de chacune des trois catégories de revenu qui ne changent pas de groupe sur la période ; les membres du groupe inférieur qui passent au groupe médian c'est-à-dire l'urbanisation, et les membres du groupe médian qui passent au groupe supérieur⁶ (c'est-à-dire le passage à un emploi supérieur à l'intérieur même du secteur urbain).

Les effets des changements technologiques hétérogènes peuvent être observés lorsqu'on compare, d'une part, les deux groupes de revenu inférieur qui ne changent pas de catégorie d'emploi (les groupes 1 et 3) et, d'autre part, ceux du groupe supérieur qui demeurent dans leur catégorie d'emploi (groupe 5). Tel qu'on peut le voir au tableau 5, les premiers groupes retirent peu d'avantages de la croissance en raison des faibles taux de productivité du secteur agricole et des services urbains dont ils tirent principalement leurs revenus. Ces groupes représentent 69 p.c. de la population initiale et ils reçoivent seulement 12 p.c. de l'accroissement des revenus per capita. Simultanément les 10 p.c. de la population que représente le groupe supérieur reçoivent 42 p.c. de l'accroissement puisque les changements technologiques dans cette catégorie d'emploi sont beaucoup plus rapides. La part du tiers inférieur de la distribution des revenus passe de 8.7 à 6.5 p.c. sur la période.

On peut également observer à partir du tableau 5 les effets des changements dans la structure de la production tel qu'ils apparaissent dans la situation des deux groupes restants, ceux qui changent de catégorie de revenu sur la période. Représentant 16 p.c. de la population initiale, ces migrants du secteur rural au secteur urbain reçoivent 9 p.c. de l'accroisse-

6. Etant donné que la période considérée est de 30 années, le passage à un emploi de catégorie supérieure (*job upgrading*) peut s'étendre sur 2 générations ; c'est-à-dire que les enfants des individus du secteur agricole traditionnel et des emplois urbains à faible productivité pourront être ceux qui trouveront des emplois à productivité plus forte plutôt que leurs parents.

ment des revenus per capita ; et les 5 p.c. de ce groupe qui passent du secteur à faible productivité au secteur urbain moderne obtiennent 37 p.c. de cet accroissement. Il ressort donc clairement des résultats que l'effet de déplacement dans la localisation de la production n'est pas dû principalement à l'urbanisation, en outre, son effet sur la distribution des revenus n'est pas négligeable. Cet effet se manifeste surtout dans le secteur urbain. Il en résulte que sous les hypothèses simplifiées du modèle, 5 p.c. de la population obtient plus du tiers de l'accroissement des revenus per capita.

De façon générale, le schéma historique de la modernisation en Amérique latine favorise principalement les groupes de revenu supérieur et les individus capables de mobilité professionnelle ; c'est-à-dire ceux qui sont assez riches pour avoir accès à des emplois urbains supérieurs et dans une moindre mesure, ceux qui peuvent tirer parti de la migration du secteur rural au secteur urbain. Les groupes les plus défavorisés sont, dans une large mesure, écartés du processus de modernisation. En termes absolus, le groupe de revenu inférieur double son niveau de consommation per capita sur la période. Néanmoins, un grand nombre de personnes continuent d'avoir un niveau de vie inadéquat : vers la fin du siècle, le niveau de consommation per capita du tiers inférieur de la distribution des revenus continue de représenter seulement 60 p.c. de la consommation moyenne de la population totale pour l'année 1970.

III. LA PAUVRETÉ EN AMÉRIQUE LATINE SOUS DES SCHÉMAS ALTERNATIFS DE PROGRÈS TECHNOLOGIQUES

1. *Politiques de lutte contre la pauvreté*

Cette section examine les implications à long terme pour l'Amérique latine de diverses politiques de lutte contre la pauvreté⁷. Ces politiques peuvent être classées en trois groupes : (i) politiques pour accroître le taux de croissance de la production ; (ii) politiques pour changer la nature des progrès technologiques et la composition des investissements, et (iii) politiques pour redistribuer les revenus et les actifs.

Les politiques du premier groupe opèrent, à travers le système des prix, sur l'allocation des ressources et cherchent aussi à accroître le niveau de l'épargne et des investissements. La réduction des distorsions sur les marchés des facteurs, la rationalisation de la structure de protection, combinées à un mouvement vers des taux de change équilibrés, sont autant de mesures qui ont été suggérées pour accroître l'efficacité de l'allocation des ressources. Parce qu'elles accroissent le flux de production réalisable à partir d'un stock fixe de facteurs, ces mesures sont à même de susciter un accroissement définitif dans la production. Dans la mesure

7. Voir, par exemple, BIT (1972), Chenery et al. (1974) et PREALC (1976).

où ces politiques tendent à accroître le rapport production-capital elles permettent également de stimuler l'épargne privée. Toutefois, l'intervention gouvernementale active constitue aussi une politique appropriée dans le sens où elle permet d'accroître le niveau des investissements publics et d'offrir des incitations à l'investissement privé.

Malheureusement, la croissance plus rapide susceptible de résulter de ces politiques a bien peu de chances de se traduire par une amélioration de la situation des défavorisés en Amérique latine. La croissance supplémentaire que peut permettre le stock disponible d'épargne et de devises étrangères n'est pas suffisante pour permettre l'absorption complète de la main-d'œuvre par le secteur moderne. En raison de la taille initiale relativement petite de ce secteur et de son taux élevé de productivité, même les hypothèses les plus optimistes quant au taux de croissance n'empêchent pas que subsisteront toujours des poches importantes de pauvreté. De plus, l'accroissement de production dans le secteur moderne peut se traduire par la production de produits substituables aux biens et services du secteur à faible productivité. Le résultat net pourrait être une détérioration dans le revenu et l'emploi des travailleurs du secteur à faible productivité. Un autre problème est l'introduction de la technologie nouvelle dans le secteur à faible productivité, particulièrement dans l'agriculture traditionnelle et le secteur urbain non organisé. En raison d'un manque d'information ou de facteurs complémentaires, telle l'éducation, ou encore en raison de la petite taille des unités de production, l'introduction d'une nouvelle technologie pourrait ne pas être rentable pour le secteur privé à faible productivité.

Pour ces raisons le PREALC (1976) recommande un ensemble de *politiques technologiques*, c'est-à-dire des politiques pour modifier le schéma du progrès technologique en réduisant le degré d'hétérogénéité technologique. L'introduction de nouveaux produits et de nouvelles techniques serait règlementée avec précaution dans le but d'accroître la capacité du secteur moderne à absorber la main-d'œuvre à travers des changements dans le panier (*mix*) des produits et les techniques de production. De plus, des mesures pour accroître la productivité dans le secteur à faible productivité seraient développées et appliquées : par exemple, assistance technique, programme de formation de la main-d'œuvre, investissements dans l'infrastructure, développement de technologies plus appropriées et plus grande facilité d'accès au crédit.

En dépit des effets de ces deux premiers ensembles de politiques, certains groupes, les âgés, les handicapés et les individus des secteurs difficiles à moderniser, ne bénéficieraient pas des changements proposés. Dans ces cas, une politique de transferts directs pourrait être appropriée. Plus généralement, la ré-orientation des taxes, des dépenses publiques et le transfert des actifs pourraient concourir aux mêmes fins. Par exemple, plusieurs études récentes sur la pauvreté dans les pays en voie de déve-

loppement suggèrent de procéder à une réforme agraire⁸. En plus de ses effets immédiats sur la distribution des revenus, la réforme agraire peut aussi faciliter l'introduction de technologies nouvelles dans le secteur agricole traditionnel à travers ses effets sur la motivation.

2. *Les projections stratégiques : hypothèses*

La prochaine étape est de traduire les trois ensembles de politiques en des valeurs spécifiques pour les paramètres du modèle. Nous considérons deux hypothèses, A (taux de croissance élevé) et B (taux de croissance moins élevé), correspondant à deux degrés différents d'application de la stratégie.

Du côté de l'offre, l'un des effets principaux des politiques est d'induire une substitution du travail au capital dans le secteur à forte productivité. Diverses mesures permettant d'utiliser moins de capital ont été introduites dans le modèle : réduction des coefficients capital-production, plus grande utilisation de la capacité existante, et extension de la vie utile des équipements. L'utilisation plus intensive du travail se reflète dans les taux de croissance supposés de la production par travailleur. Comparons maintenant les taux des colonnes 2 et 3 du tableau 1 avec ceux de la colonne 1. A l'exception de l'agriculture et des services sous l'hypothèse A, il est évident que les taux de croissance de la productivité dans le secteur à forte productivité vont décroître par rapport aux projections de base. Le tableau 1 permet également d'apprécier les effets des politiques pour accroître la productivité dans le secteur moins avancé. (Nous posons l'hypothèse que les taux de croissance de la productivité dans les sous-secteurs à faible productivité sont plus élevés que dans les projections de base). L'effet combiné de ces politiques est de renverser l'écart intra-sectoriel dans les taux de croissance de la productivité, observés dans les projections de base. En conséquence, le degré d'hétérogénéité technologique dans la région devrait décroître sensiblement sur la période.

Un autre effet des politiques technologiques serait de rendre partiellement inopérante la tendance à la concentration de la production dans le secteur moderne. En conséquence, la part de la production réalisée dans le secteur moderne serait réduite sur la période de projection par rapport aux projections de base.

En termes de la distribution de la valeur ajoutée par facteur de production à l'intérieur de chaque secteur, les transformations structurelles résultant des politiques technologiques et de croissance ont peu d'implications. Néanmoins, la part des salaires dans le revenu total va croître sur la période en raison de changements dans le panier (*mix*) des produits, dans la distribution de la production et dans le taux de croissance de la productivité de chaque secteur.

8. Voir, par exemple, Chenery et al. (1974) et PREALC (1976).

Une politique de redistribution modérée a été introduite dans les simulations alternatives. Les paiements de transfert du groupe de revenu supérieur au groupe de revenu inférieur croissent régulièrement sur la période. Toutefois, en raison de la croissance du PIB, le pourcentage de la production totale, faisant l'objet de transferts durant la première année, diminue légèrement et s'établit à environ 5 p.c. du PIB.

La restructuration du système de production, résultant des politiques technologiques et de croissance combinés à ces paiements de transferts, occasionne des modifications substantielles du côté de la demande. Nous avons posé l'hypothèse que les changements dans la structure de production, combinés à un mouvement vers un taux de change équilibré, constitueraient une incitation importante à l'exportation. Les revenus tirés des exportations devraient par ailleurs être accrus par l'intégration économique régionale. Cette dernière aurait des effets à long terme sur la production de biens manufacturés destinés à l'exportation, et favoriserait les efforts pour renforcer la position de la région dans ses négociations commerciales avec les pays développés. Les exportations devraient croître à un taux annuel de 9.4 p.c. sous l'hypothèse A et de 8.3 p.c. sous l'hypothèse B. Les coefficients d'importation pour chaque catégorie de la demande furent également modifiés : le mouvement est à la baisse, sous l'hypothèse qu'une baisse du tarif nominal sera plus que compensée par l'accroissement du prix des devises étrangères et par les effets de l'intégration économique régionale sur la substitution aux importations.

3. *Les projections stratégiques : résultats*

a) *Taux de croissance, épargne et balance des paiements*

La production totale devrait s'accroître beaucoup plus rapidement que dans les projections de base à la fois pour les deux hypothèses retenues. L'hypothèse A suscite un taux annuel moyen de croissance du PIB de 8.4 p.c. alors que l'hypothèse B détermine un taux de 7.5 p.c. La comparaison de ces divers taux avec celui de 6.5 p.c. des projections de base amène une conclusion préliminaire : la réduction de la pauvreté n'implique pas nécessairement une croissance plus faible ; au contraire, la capacité productive non utilisée implicite des projections de base offre une marge considérable pour accélérer la croissance.

Les taux d'épargne intérieure et d'investissement sont aussi plus élevés que dans les projections de base. Sous l'hypothèse B (A) les investissements pour la dernière année représentent 24.6 (24.9) p.c. du PIB alors que l'épargne domestique atteint 22.7 (24.0) p.c.

Comme résultat du changement dans les incitations en faveur de la production destinée à l'exportation, la croissance des exportations devance celle du PNB de 0.8 à 1.0 p.c. par année (hypothèse B et A respectivement). Bien que le compte courant demeure déficitaire sur

toute la période dans les deux cas, le fardeau de la dette reste dans les limites de la capacité financière de la région. Les intérêts et les paiements d'amortissement de la dernière année représentent 2.8 p.c. des exportations sous l'hypothèse A et 9.4 p.c. sous l'hypothèse B.

Ce mode de développement s'éloigne considérablement des stéréotypes antérieurs. Depuis la fin de la guerre le secteur des exportations a continuellement représenté un goulot d'étranglement. Dans nos projections de base, le développement du secteur des exportations allait de pair avec celui de la production totale. Dans les projections stratégiques, le secteur des exportations devient une source importante de croissance et de création d'emplois productifs.

b) *Augmentation de la capacité et création d'emplois*

Dans l'ensemble, les politiques examinées déterminent un taux de croissance de l'emploi plus élevé que dans les projections de base : les taux annuels sont de 2.8 et 2.9 p.c. contre 2.7 p.c. dans les projections de base. Toutefois, ce qui importe c'est la composition de ces nouveaux emplois.

Dans les projections alternatives, le secteur moderne de l'économie est responsable d'une proportion beaucoup plus grande de nouveaux emplois que dans les projections de base. Le tableau 3 montre que, sous les deux hypothèses retenues, plus de 60 p.c. des nouveaux emplois viennent du secteur à forte productivité et du gouvernement. En conséquence, la proportion des nouveaux emplois créés dans le secteur des services urbains à faible productivité décroît considérablement : de 40 p.c. dans les projections de base, cette proportion passe à 5-15 p.c. dans la stratégie proposée.

Ces changements importants dans la structure de l'emploi correspondent à des variations plus modestes dans la structure des accroissements de capacité (voir tableau 2). La différence principale entre les deux types de projections réside dans ce que les projections stratégiques ré-orientent les investissements industriels vers les activités à productivité plus faible. (c'est-à-dire plus intensives en main-d'œuvre). Comme résultat des efforts pour accroître les niveaux de productivité dans le secteur agricole traditionnel et les services à faible productivité, ces secteurs conservent leur part dans l'augmentation de la capacité malgré une diminution de leur part dans la création d'emplois.

c) *Utilisation de la main-d'œuvre*

Les taux de croissance de l'emploi résultant des politiques proposées rendent moins important le problème du chômage. Tel que le montre le

tableau 4, de 3.5 à 5.0 p.c. seulement de la main-d'œuvre serait en chômage. Plus significatifs, toutefois, sont les taux de sous-emplois substantiellement inférieurs que donnent les projections stratégiques. Au lieu de croître comme dans les projections de base, l'équivalent-chômage diminue brusquement, passant de 33.5 p.c. en 1970 à 11.4 - 25.0 p.c. en 2000.

d) *Distribution des revenus*

La question suivante sera d'examiner comment les 4.2 - 5.2 p.c. d'accroissement annuel dans le revenu per capita sont distribués entre les divers groupes de la société. Le premier élément à noter concerne la distribution de l'accroissement entre les différents groupes de non-migrants, qui semble plus égalitaire que dans les projections de base. En raison de la structure plus homogène des changements technologiques à l'intérieur de chaque secteur, la part de l'accroissement échéant aux groupes inférieurs (groupes 1 et 3) s'accroît par rapport aux projections de base alors que la part du groupe supérieur (groupe 5) décroît (tableau 5).

Un second élément d'importance est que la croissance plus rapide de la demande implique des changements importants dans la structure de la production et, conséquemment, dans la structure de l'emploi. Il se produit une accélération de la migration du secteur rural vers le secteur urbain et simultanément un déplacement plus rapide des travailleurs des emplois à faible productivité vers les emplois à forte productivité dans le secteur urbain. Toutefois, dû à une diminution progressive de l'écart technologique entre les secteurs les plus défavorisés et le secteur moderne, il se produit un changement moins que proportionnel dans la part de l'accroissement du revenu per capita échéant aux travailleurs capables de mobilité professionnelle. Les groupes 2 et 4, représentant respectivement 23 et 30 p.c. de la population totale, reçoivent approximativement la même part de l'accroissement du revenu per capita (45 - 49 p.c.) que dans les projections de base où ces groupes ne représentaient que 21 p.c. de la population totale.

Le tableau 4 illustre le passage d'un emploi inférieur à un emploi supérieur (*upgrading effect*). Dans les projections de base, alors que l'écart de productivité séparant le secteur traditionnel et le secteur moderne à l'intérieur même du milieu urbain va en s'accroissant, un très petit groupe de la population reçoit une très grande part de l'accroissement des revenus. Dans la version à croissance plus faible de la stratégie proposée, l'écart de productivité à l'intérieur même du secteur urbain diminue. Il en résulte que l'effet mentionné (*upgrading effect*) est plus petit et touche un plus grand nombre de travailleurs. Dans la version à croissance plus rapide, l'écart diminue davantage de sorte qu'une pro-

portion encore plus grande de la population peut passer à un emploi supérieur à l'intérieur du secteur urbain.

Rappelons que dans les projections de base, le degré d'inégalité tel que mesuré par le coefficient de Gini reste inchangé sur toute la période. Les simulations indiquent que le degré d'inégalité diminuerait substantiellement dans la stratégie proposée ; le coefficient de Gini passerait de .57 en 1970 à .43 - .49 en 2000 pour les stratégies A et B respectivement.

En termes absolus, le niveau de consommation de la dernière année du groupe de revenu inférieur serait substantiellement plus élevé que dans les projections de base. Dans l'hypothèse B ce groupe rattraperait les niveaux de consommation moyens de la population totale pour l'année 1970 alors que dans l'hypothèse A, il dépasserait ce niveau de 60 p.c.

4. *Décomposition des effets des instruments de politique*

Il est évident que considérées simultanément les politiques proposées ont un impact important sur la situation de l'emploi et en conséquence sur les niveaux de pauvreté. Il serait souhaitable à cette étape-ci de l'analyse de décomposer les effets de chacun des trois ensembles de politiques décrits plus haut. Malheureusement, en raison de la structure du modèle, il n'est pas possible d'établir une correspondance directe entre les instruments de politique et les variables exogènes ; par exemple, les coefficients capital-production seront affectés non seulement par les politiques de croissance mais aussi par les politiques technologiques.

Néanmoins, si, moyennant deux retours additionnels à l'ordinateur, nous considérons les effets des politiques technologiques et de croissance isolément, il est possible de décomposer les effets sur l'utilisation de la main-d'œuvre de trois changements distincts dans les variables exogènes du modèle⁹ :

- (i) un taux de croissance annuel du PIB plus élevé ;
- (ii) un écart réduit dans les taux de croissance de la productivité des sous-secteurs à faible productivité de l'agriculture et des services et de l'économie dans son ensemble ;
- (iii) un accroissement dans la différence entre le revenu et la consommation dans les deux groupes de revenu inférieur ; c'est-à-dire les transferts fiscaux et financiers nécessaires pour permettre à ces groupes d'individus d'équilibrer leur budget.

Une des conclusions de cette analyse est qu'un accroissement de 1 p.c. du taux de croissance annuel maintenu sur toute la période avec un écart constant dans les taux de croissance de la productivité intrasectorielle et

9. Notons que chacun de ces changements est associé à une variation dans la distribution de la production et l'investissement selon les sous-secteurs ; leurs effets ont été pris en considération dans les estimations qui suivent.

un niveau constant de paiements de transferts, occasionnerait une diminution de 9 points en % dans le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre dans la dernière année. Deuxièmement, une diminution de un point en % de l'écart dans les taux de productivité des secteurs à faible productivité et l'économie dans son ensemble, occasionnerait une diminution de trois à cinq points en % dans le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre à la fin de la période. Troisièmement, les transferts de consommation n'ont qu'un impact indirect très faible sur la pauvreté via le marché du travail. Un transfert de 1 p.c. du PIB réduit le taux de sous-utilisation final de la main-d'œuvre de 0.2 point en %.

Etant donné ces résultats, nous pouvons désagréger la différence dans les taux de sous-utilisation, entre les projections de base et les deux hypothèses alternatives. De 50 à 60 p.c. de la différence s'explique par la croissance plus rapide dans les deux dernières hypothèses alors que de 40 à 50 p.c. est attribuable à leur schéma de changement technologique plus homogène. Les transferts de consommation ont eu peu d'effets sur l'emploi dans le contexte du modèle.

Conclusions

Cet article représente un apport à l'étude du lien entre les changements technologiques et la pauvreté via le marché du travail. Un modèle de simulation de l'économie de l'Amérique latine a permis de projeter la situation de l'emploi et des revenus sur la période de 1970-2000. Dans les projections de base, représentant une extrapolation des tendances actuelles, nous avons pu voir que même sous des hypothèses relativement optimistes, un grand nombre de résidents urbains de même qu'un grand nombre de résidents ruraux tendaient à être exclus des bénéfices du développement. Bien que le coefficient de Gini reste à peu près constant sur la période, la part des revenus du tiers inférieur diminue substantiellement (de 9 à 7 p.c. du revenu total). Ce paradoxe s'explique par le schéma hétérogène du progrès technologique et par des changements dans la distribution sectorielle de la demande qui orientent une grande partie de l'accroissement des revenus moyens vers les migrants du secteur rural au secteur urbain et vers ceux qui passent à un emploi supérieur dans le secteur urbain.

Un ensemble de projections alternatives simulent les effets sur le revenu de trois ensembles de politiques de lutte contre la pauvreté : (i) politiques pour accélérer la croissance ; (ii) politiques pour modifier la nature des progrès technologiques et la composition des investissements ; (iii) et politiques pour transférer la consommation et les actifs. L'impact des deux premières politiques est considérable et il est à peu près équivalent dans chacun des cas alors que les transferts de revenus pris isolément ont un effet indirect très petit sur la pauvreté via l'emploi.

La contribution principale des politiques technologiques est de distribuer les bénéfices de la croissance d'une façon plus équitable. Cette redistribution est rendue possible par une réduction du degré d'hétérogénéité technologique.

Leonard DUDLEY,
Université de Montréal,
et
 Norberto E. GARCIA,
PREALC (Santiago, Chili).

BIBLIOGRAPHIE

- BIT, *Employment, Incomes and Equality: A Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya*, Genève, 1972.
- CEPAL, « Diferentes modelos o estilos de desarrollo », *Boletín Económico de América Latina*, 19(1-2), 1974, pp. 39-63.
- , *Statistical Yearbook for Latin America 1973*, Santiago, CEPAL, 1974.
- CHENERY, H. *et al.*, *Redistribution with Growth*, Londres, Oxford University Press, 1974.
- CHENERY, H. ; RADUCHEL, W., « Substitution in Planning Models », CHENERY, H., *Studies in Development Planning*, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1971.
- CLINE, W.R., « Distribution and Development : A Survey of Literature », *Journal of Development Economics*, 1(14), février 1975, pp. 359-400.
- PEARSON, L.B., *Partners in Development : Report of the Commission on International Development*, Praeger, New York, 1969.
- PINTO, A., « Concentración del progreso técnico y de sus frutos en el desarrollo latinoamericano », *El Trimestre Económico*, 32(125), janvier-mars 1965, pp. 3-69.
- , « Naturaleza e implicaciones de la 'heterogeneidad estructural' de la América Latina », *El Trimestre Económico*, 37 (145), janvier-mars 1970, pp. 83-100.
- PREALC, *The Employment Problem in Latin America : Facts, Outlooks and Policies*, Santiago, PREALC, 1976.
- STEWART, F., « Introduction to Special Issue on Employment, Income Distribution and Development », *Journal of Development Studies*, 11(2), janvier 1975, pp. 1-10.
- TAVARES, M.C. ; SERRA, J., « Mas alla del estancamiento : una discusión sobre el estilo de desarrollo reciente », *El Trimestre Económico*, 38(152), octobre-décembre 1971, pp. 905-950.

TOKMAN, V., *Distribucion del ingreso, tecnologia y empleo. Analisis del sector industrial en el Ecuador, Peru y Venezuela*, Santiago, ILPES, 1975, Cuadernos del ILPES N° 23.

———, « Income Distribution, Technology and Employment in Developing Countries : An Application to Ecuador », *Journal of Development Economics* 2(1), mars, 1975, pp. 49-80.

WEISSKOPF, R., *A Multi-Sector Simulation Model of Employment, Growth and Income Distribution in Puerto Rico : A Re-Evaluation of 'Successful' Development Strategy*, New Haven, Yale University, Economic Growth Center, 1973. Discussion Paper No. 174.